



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

l'étincelle

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des
travailleurs eux-mêmes »
Karl MARX

PSA Cormelles-le-Royal
22 juin 2016

Pour tout CONTACT :
npapsacaen@gmail.com

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :
www.npa-auto-critique.org

Hollande et Valls n'arriveront pas à nous museler

Incapables de faire taire la contestation contre la loi Travail, Hollande et Valls ont menacé d'interdire les manifestations suite aux « violences » qui les ont accompagnées. Comme par hasard... L'Euro de football n'a-t-il pas donné lieu à des débordements autrement violents, comme à Marseille entre hooligans russes et anglais ? Hollande, Valls ou Cazeneuve ont-ils menacé d'interdire l'Euro ? Que non ! Quand le gouvernement refoule des Anglais, c'est parce qu'il s'agit d'un convoi humanitaire destiné aux migrants de Calais comme il a osé le faire samedi dernier, interdisant au convoi de quitter Douvres !

À Toulouse, alors que l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires avait prévu une manifestation ce lundi 20 juin, la préfecture a exigé sous peine d'interdiction un changement de date. Motif : Toulouse attend des supporters russes ce jour-là... Ce n'est pas l'Euro que le Préfet pointe du doigt mais les manifestations !

Les violences dans les manifs ? Parlons-en !

Bernard Cazeneuve a eu le culot d'accuser la CGT d'avoir « pris violemment à partie les forces de l'ordre »... Mais tous ceux qui ont participé aux manifestations contre la loi Travail depuis trois mois ont pu voir une police provoquant les incidents pour mieux pouvoir riposter avec gaz, matraques et interpellations.

Les grandes chaînes de télé, manifestement aux ordres, n'ont montré de la grande manifestation nationale du 14 juin à Paris que des nuages de gaz et, en boucle, les « dégradations » commises à l'hôpital Necker, laissant entendre que les vitres caillassées en rez-de-chaussée étaient celles des salles d'opération – ce qui est complètement faux.

C'est un tout autre tableau que montrent les images qui circulent sur Internet. Oui, certains manifestants s'en sont pris aux devantures de banques, d'assurances, à des panneaux publicitaires. Quoi qu'on puisse en penser, il est clair qu'ils ciblaient les symboles de ces grands groupes que défendent le Medef et le gouvernement, même si ces bris de vitrines ne font guère peur aux capitalistes. Hôpitaux ou services publics n'étaient certainement pas visés !

Et puis, ce n'est pas comme s'il n'y avait jamais eu des policiers en civil agissant en agents provocateurs ! En 1995 et 2003, les services d'ordre syndicaux en avaient interpellé munis de leur carte tricolore. Dans des manifestations récentes, certaines photos mises en

ligne (par exemple « reporterre.net ») sont sans ambiguïté.

En revanche, le 14 juin, à Paris, pour un manifestant « ordinaire », il était impossible de sortir du cortège, par exemple pour se mettre à l'abri des gaz policiers : des cordons de robocops bloquaient les rues adjacentes, « nassant » véritablement la manifestation. Et, aux quelques endroits où les manifestants étaient autorisés à partir, les flics leur faisaient enlever badges, autocollants et T-shirts à slogans. De quel droit ? Pour qui Valls et Hollande se prennent-ils ? Poutine ? Erdoğan ? Croient-ils que nous allons accepter de nous laisser bâillonner ?

Les raisons de la colère...

Malgré la véritable intoxication du gouvernement et des grands médias, rien n'y fait. Près des deux tiers de la population continuent à vouloir le retrait de la loi. Or le gouvernement s'arc-boute et montre les dents. Parce qu'il a peur.

Peur que, s'il retire sa loi, le monde du travail se sente ragaillard, reprenne confiance et commence à mettre sur le tapis tout ce qui ne va pas. Et les motifs de colère ne manquent pas, qu'il s'agisse des salaires – on s'en sort de plus en plus mal –, des conditions de travail, de plus en plus contraignantes, avec un patronat toujours plus arrogant. Les organisations syndicales ont maintenu l'appel à manifester contre la loi Travail jeudi prochain, le 23 juin. Nous verrons bien si le gouvernement ose l'interdire.

En attendant, son attitude, ses menaces mêmes doivent aboutir à nous donner plus que jamais envie de nous battre et d'occuper les rues pour exiger le retrait de la loi Travail !

**RENDEZ-VOUS à CAEN, JEUDI 23 JUIN à
10h30, au PÉRICENTRE (arrêt tram Copernic)**

Contre la Loi Travail et contre le NEC

Mardi 14 juin, à PSA Poissy, 220 salariés des deux équipes ont débrayé pour défilé dans l'usine. Certains sont allés manifester à Paris, où se trouvaient également des délégations de salariés de plusieurs sites, dont le nôtre. À PSA Mulhouse, ils étaient 600 à faire grève avec une équipe de nuit particulièrement mobilisée. À PSA Valenciennes, 300 salariés ont débrayé aussi. Contre le NEC (le 2^{ème} NCS) et contre la Loi Travail, continuons à montrer notre colère à l'occasion des prochaines journées de mobilisation !

Ce n'est pas à nous de payer !

À Poissy, les pannes de machines ne manquent pas. Lundi dernier, un secteur du ferrage a été paralysé plusieurs heures par une pince électrique de soudure KO. Il y en avait bien une en réserve pour le cas où la première lâcherait... mais elle ne fonctionnait pas ! Le samedi 11 juin, c'est une cabine de peinture qui est tombée en panne pendant dix heures.

Comme à Cormelles, les maintenanciers de Poissy sont envoyés en production : voilà le résultat. Plutôt que de réparer, le patron voudrait nous imposer de prendre ces heures en H-. Pas question ! C'est à lui d'assumer ses économies sur les machines !

Nos NAO, c'est +300 euros

PSA annonce 0,45 % d'augmentation générale pour les 3 prochaines années. En y ajoutant les 0,3 % de prime d'ancienneté et les 0,25 % d'augmentation individuelle, elle arrive laborieusement à 1 % d'augmentation. Voilà qui ne risque pas de compenser les 0 % d'augmentation durant le NCS, les cacahuètes octroyés uniquement aux ouvriers cette année, et le vent pour les ETAM.

Alors que Tavares s'octroie +100 % sur sa paye, son 1 % en confettis reste en travers de la gorge. Pour nos salaires, imposons une véritable augmentation.

Vol de nuit

À PSA Trémery, le 7 juin, une centaine de salariés de l'équipe de nuit ont débrayé pendant 4 heures contre « l'équipe de nuit à temps partiel » que prépare le NCS2. Et pour cause, ce n'est pas autre chose qu'une baisse de rémunération de 400 € par mois !

Deux jours plus tard, une centaine de collègues de PSA Rennes se mobilisaient à leur tour. Ils s'étaient déjà mobilisés en 2010 pour les mêmes raisons, forçant la direction de l'époque à abandonner ce régime d'équipe de nuit. Si on s'y met dans tous les sites du groupe, on peut les faire reculer à nouveau.

Les troubles-fête

Mercredi dernier, Carlos Tavares inaugurerait en

personne un nouveau garage Peugeot. Pas n'importe lequel : celui de Montbéliard, bastion historique du groupe. Son patron règne sur 360 salariés et toute une chaîne de magasins.

Hélas, un ingrédient imprévu est venu gâter l'ambiance très « petits-fours / champagne » : des ouvriers de l'usine de Sochaux formaient un comité d'accueil bruyant.

Indicateurs au beau fixe

En mai 2016, les ventes de voitures neuves ont explosé par rapport à mai 2015. Certes, une partie de la hausse est mécanique : il y a eu 19 jours travaillés au lieu de 16, pour cause de fériés tombant des dimanches. Mais, même en tenant compte de ces 18 % de travail en plus, les performances de Renault (+33%) et PSA (+23%, avec un Citroën d'habitude à la traîne qui grimpe à +30%) montrent que les ventes sont reparties à la hausse.

Nos salaires et l'emploi doivent suivre.

L'avenir c'est la lutte

Ce lundi, la presse a crié sur tous les tons que PSA La Janais était sauvé pour 10 ans grâce à l'attribution d'un nouveau véhicule, le C84. Sauvé ? C'est à voir. Certes, les SUV sont à la mode. Mais ces 100 millions d'investissement n'empêcheront pas Tavares de faire mourir La Janais à petit feu si ça lui chante.

Ce qui est sûr, c'est que PSA a exercé un vrai chantage en échange du C84 : congés supprimés, salaires gelés pendant 3 ans. Chez nous comme à Rennes, ce sont nos luttes et la solidarité à l'échelle du groupe qui sont nos meilleures garanties d'avenir.

Un « ami » des frères Peugeot

La commercialisation des véhicules de PSA en Tunisie est assurée par la Stafim-Peugeot. Son PDG, Abderrahim Zouari est rien de moins que l'ancien ministre des transports... de Ben Ali.

Incarcééré sous l'accusation détournement de fonds public peu après la chute du dictateur, il a réussi à échapper à un procès. Depuis, il semble avoir abandonné la politique. Les affaires avec Peugeot suffisent sans doute à son bonheur...

Michelin met la pression, gare à l'explosion

À Michelin, le plan de « sauvegarde » de l'emploi aura détruit 500 postes en 2018. Dès maintenant, la direction prévoit le suivant : encore plus d'économies sur le dos des salariés, et en 4 ans au lieu de 5 !

Non remplacement du tiers des départs en retraites, accords locaux pour mettre les salariés en concurrence entre usines et dans l'usine... on connaît la chanson. Tous les patrons de l'automobile appliquent les mêmes méthodes : il faut riposter ensemble !